

y en a sur place, mais les municipalités ne peuvent en profiter parce que les Créditistes veulent avoir le pouvoir—celui que recherchent la plupart des gouvernements—de tenir les cordons de la bourse, et au diable le pauvre travailleur, le petit contribuable. Combien de temps pensez-vous pouvoir continuer à tuer la poule aux œufs d'or? Pas longtemps.

Nous, les conservateurs, avons fait preuve de constance au cours des ans. En prenant le pouvoir en 1957, nous avons trouvé le pays en faillite, comme il l'est aujourd'hui. Nous avons découvert que les Canadiens ne mangeaient pas à leur faim dans un pays d'abondance. Ils avaient beaucoup trop de grains, trop de bestiaux, trop de porcs, trop de volailles, et personne à qui les vendre. Nous avons donc opté pour la seule solution; elle n'était ni rapide, ni facile. Nous avons retroussé nos manches, nous avons remis les gens au travail, nous avons relancé le commerce extérieur et nous avons bouclé le budget du pays. Nous avons mis l'économie en branle. Le seul regret qu'éprouvent les Canadiens, c'est d'avoir laissé le vieux clan revenir et nous placer dans la situation où nous étions il y a 13 déplorables années.

Nous devons reprendre la tâche si nous voulons soutenir la concurrence des marchés mondiaux. Les travailleurs canadiens sont compétents. Je ne lance pas une guerre des classes. Je pense aux producteurs, aux petits hommes commerçants, aux fabricants, aux habiles constructeurs de maisons et aux entrepreneurs. Ces gens représentent la source réelle des richesses du pays et nul gouvernement n'a le droit de les taxer, nul gouvernement n'a le droit d'user de faux-fuyants, qu'ils soient socialistes ou créditistes, car ce n'est que par un travail bien fait, tenace, ardu, à l'aide de prix raisonnables et de marchés mondiaux solides, que nous pouvons nous remettre sur pied.

Des marchés mondiaux solides nous ont permis le succès après la dévaluation forcée de notre dollar, cela, non par notre faute, mais parce que le Canada était en faillite. Nous avons adopté la seule porte de sortie qui s'offrait. Nous sommes revenus aux marchés mondiaux d'exportation. Nous avons recouvré notre part de ces marchés d'exportation et nous avons vendu nos céréales jusqu'au dernier boisseau jusqu'au moment où le ministre de l'Agriculture, à l'époque, a témérairement déclaré: «Cultivez le grain: nous le vendrons.» Il y a longtemps que nous n'avions entendu quelqu'un s'exprimer aussi témérairement à propos de l'agriculture, ou à propos des autres secteurs de l'économie, si l'on excepte, peut-être, le nickel, l'uranium et d'autres quincaileries destinées à la guerre.

[M. Bigg.]

• (9.00 p.m.)

Aucun gouvernement ne s'est jamais réjoui de voir que l'unique moyen de survivre pour le Canada était d'approvisionner le monde en matériel de guerre. C'est un faucon qui vous le dit, monsieur l'Orateur. Je suis un faucon dans la mesure où je crois en la défense totale du Canada. Je ne crois pas en un budget de défense respectable, conçu pour duper les Américains et donner au contribuable canadien. Cela ne dupe pas les Américains, monsieur l'Orateur, et nous n'avons pas réduit d'un cent le budget de la défense. Nous n'avons aucune défense au Canada et les impôts demeurent inchangés. Combien de temps durera cette duperie?

Depuis 25 ans que nous vivons sous le régime du Crédit social en Alberta et la population de cette province réagit avec dédain lorsqu'on parle d'argent libre de dette. Il faut grandir, nous sommes au XX^e siècle. Personne n'accepte plus ce genre de promesse, même si elle a porté le Crédit social au pouvoir. Personne n'a cru à cette somme fictive de \$25 par mois lorsqu'elle a été promise, personne n'y a cru depuis et personne n'y croit maintenant. Personne ne va croire dans la résurrection d'une chose qui n'est jamais née. C'est une vieille histoire.

Je trouve fort étrange, monsieur l'Orateur, qu'on ose prétendre qu'une expérience comme celle-ci réussirait alors qu'il y a vingt-cinq ans, ces gens ont eu une magnifique occasion de la mettre à exécution dans la plus riche province du Canada et qu'il n'en est rien sorti d'autre qu'un billet de \$20. C'est tout ce que les habitants de l'Alberta en ont jamais retiré. C'est une perte sèche. Avec cela, on ne pourrait même pas payer l'intérêt d'un emprunt d'un an à remettre en paiements de \$25 par mois. Voilà 20 ans que j'entends ces stupidités et j'en ai assez. Si les créditistes du Canada voulaient seulement regarder les faits, ils se rendraient compte que la seule vraie façon de nous opposer au gouvernement actuel c'est de tous nous unir avec notre vieux bon sens, nos bonnes vieilles habitudes de travail, nos bons vieux efforts pour retrouver les marchés d'exportation du monde entier et concurrencer l'Europe occidentale, les États-Unis et l'Asie. Nous pourrions montrer ainsi que les Canadiens demeurent, ont toujours été et seront toujours à la hauteur de leur tâche.

Une voix: C'est toujours le même vieux discours.

M. Bigg: Vous allez l'entendre bien des fois de ma part—je puis être constant. Je n'ai jamais changé d'idée là-dessus, pas plus que le parti que j'ai l'honneur de représenter. Nous avons travaillé en vue d'obtenir des budgets équilibrés ce qui est la meilleure façon d'obtenir de l'argent libre de dette. On